



**CCI FRANCE
MADAGASCAR**

L'ÉCO

de la semaine

11 au 17 Mai 2024

SOMMAIRE

Marché de devises : Des gains en valeur spectaculaires pour l'ariary	2
Activités des entreprises : L'incertitude économique et le délestage	2
Tourisme et Artisanat : Une dizaine de conventions signées avec les partenaires	2
Mines et ressources stratégiques: l'Omnis affiche de nouvelles ambitions	3
Secteur du textile : Opération de charme auprès des investisseurs chinois	3
Artisanat : Plus de 25,6 millions d'euros d'exportations réalisées	4
Commerce de détail : Des poids étalons inexacts, malgré les contrôles menés par la DPC	5
50e anniversaire de la BCM : La pièce de 50 ariary en or vendue 12 millions d'ariary	5
Foire aux semences : Un événement clé pour l'agriculture durable à Amboasary	6
Stratégie Pays de la BAD : Résultats positifs observés dans l'économie agricole	6
Le portefeuille actif de la Banque africaine de développement à Madagascar	7
Projet ODOF - Faratsiho : L'usine de chips entre en phase de production	7
Rebranding : Orange change de signature	7
Ambatovy : Soutien aux jeunes entrepreneurs	8
Secteur financier : Un durcissement des conditions d'accès au crédit constaté par les entreprises ...	8
Projet CASEF : Amélioration effective de l'accès au marché grâce aux infrastructures	9
Commerce : Baisse du prix du riz sur le marché local	9
EKLOU KODJOVI MAWULIKPLIMI : Nouveau représentant résident du FMI	10
TotalEnergies : Lancement de la 4e édition du Challenge Startupper de l'année	10
Événement : 25 pays participeront au CEO Business Forum Indian Ocean	10
Accord de partenariat économique : Une opportunité pour la compétitivité des industries	11
STCV : la valorisation de déchets à Madagascar, primée à l'international	12
Sial Canada: des opportunités à saisir pour l'Agribusiness	13

Marché de devises : Des gains en valeur spectaculaires pour l'ariary

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 11 MAI 2024

Aussi étonnant qu'impressionnant, les valeurs de l'ariary ont grimpé au premier trimestre de cette année. Pendant cette période, la monnaie nationale s'est appréciée de 6,2% par rapport à l'euro, comme le rapporte la Banque centrale dans son enquête sur la conjoncture économique du premier trimestre. Cette progression marque un répit après les envolées des cours de la monnaie nationale au dernier trimestre de 2023. À la fin du mois de décembre, l'ariary a frôlé la barre des 5 000 Ariary pour 1 euro. Ses cours ont parfois atteint 4 986,6 Ariary à cette époque. Cependant, au cours des trois premiers mois de cette année, cette tendance s'est stabilisée pour redescendre à des niveaux plus bas. Fin mars, l'euro se vendait à 4 675 ariary sur le marché des devises. La monnaie nationale s'est également appréciée face aux étalons du MID, comme le dollar, avec une augmentation de 4,8% par rapport au dollar américain. Selon la BFM, cette appréciation s'explique par un ralentissement des opérations d'achat plus marqué que le repli des offres, ce qui a contribué à maintenir une

atmosphère relativement tranquille sur le marché des devises. Le ministère de l'Économie et des Finances explique que ce sont les rapatriements et la cession de devises issus des produits exportés qui ont contribué à cette appréciation de l'ariary sur le MID. On parle même d'une «stabilisation» de l'ariary. En mars, le MEF avait indiqué que le rapatriement de devises avait atteint les 80%. Depuis quelques mois, les importations de riz avaient également décliné, malgré les intempéries qui ont touché la Grande île en début d'année. L'augmentation de la production y est pour quelque chose, selon l'observatoire du riz. Cela contribue grandement à la santé de l'ariary sur le marché des devises. Les prix du riz local ont accusé une baisse pendant le premier trimestre de cette année, entraînant une réduction des importations. La Banque centrale rapporte qu' "au niveau des importations, un ralentissement de 15,5 % a également été enregistré, et concerne presque toutes les catégories de biens : alimentations, matières premières, biens d'équipement, biens de consommation, et zones franches", fait-on savoir.

Activités des entreprises : L'incertitude économique et le délestage, comme premiers facteurs de blocage

R. EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 11 MAI 2024

Les entreprises malgaches ne sont toujours pas bien loties. D'après la dernière enquête de conjoncture économique publiée par la Banky Foiben'i Madagasikara (BFM), elles subissent encore beaucoup de facteurs de blocage. L'incertitude économique et le délestage sont en tête de ces blocages selon la BFM. « L'incertitude de la conjoncture économique et le délestage constituent les principales contraintes au développement des activités des entreprises ». Ces deux contraintes sont évoquées respectivement par 86,9 % et 61,8 % des entreprises enquêtées. La BFM cite d'autres blocages. L'incertitude du contexte socio-politique demeure le troisième facteur limitatif, affirmé par 56,3 % des entreprises. Les activités informelles, la fiscalité, les problèmes liés aux réseaux de transport et l'insuffisance de la demande figurent toujours parmi les grands facteurs freinant le développement des entreprises, respectivement indiqués par 49,0 %, 47,8%, 37,3 % et 36,1 % des entreprises. Les conditions de la

concurrence, la corruption, la concurrence des importations, l'insuffisance de matières premières et l'insuffisance d'équipements ou de matériels ont toujours continué de contraindre l'activité économique, respectivement révélées par 34,5 %, 25,9 %, 19,8 %, 18,7 % et 13,9 % des entreprises. L'insuffisance de main d'œuvre a été le facteur le moins considéré par les entreprises sur la période, évoquée par 5,3 % des entreprises. Malgré ces contraintes, la BFM a cependant constaté un certain retour au dynamisme. « Les activités des entreprises formelles ont repris au dernier trimestre de 2023. Le rattrapage du retard du troisième trimestre et la saisonnalité économique expliquent en grande partie cette progression. Les disparités d'évolution, selon les secteurs et les effectifs du personnel, persistent. Contrairement aux baisses saisonnières observées à chaque début d'année, les entreprises anticipent une poursuite de la croissance de leurs activités pour le premier trimestre de 2024 ».

Tourisme et Artisanat : Une dizaine de conventions signées avec les partenaires

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 11 MAI 2024

Le ministère en charge du Tourisme et de l'Artisanat a organisé une conférence des bailleurs hier à l'hôtel Radisson Blu au Tana Water Front.

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Joël Randriamandranto, a présenté à cette occasion les projets phares de son département ministériel ainsi que le bilan de ses activités durant les 100 jours. L'état des lieux des deux secteurs interdépendants, à savoir le tourisme et l'artisanat, y ont également été évoqués. Une vingtaine de partenaires commerciaux et de partenaires techniques et financiers ont participé activement à cette conférence des bailleurs. Parmi lesquels, « une dizaine d'entre eux ont signé une convention de partenariat avec le ministère

tandis que d'autres partenaires ont manifesté leur intérêt à soutenir nos différents projets en s'engageant à poursuivre les réunions techniques pour avoir plus de détails y compris les budgétisations », a expliqué le ministre de tutelle.

Notoriété

A titre d'illustration, Ravinala Airports s'engage entre autres, à apporter un appui financier à la formation des artisans à Nosy-Be en vue de leur professionnalisation et à organiser des expositions d'œuvres artisanales au niveau des aéroports. « Nous allons également faciliter la venue des Tours Opérateurs et des influenceurs internationaux en proposant des offres incitatives sur les redevances aéronautiques pour avoir des billets d'avion moins chers.



Notre objectif est d'améliorer la notoriété de la destination Madagascar sur le plan international », a évoqué le DG de Ravinala Airports, Julien Coffinier. Pour sa part, le ministre Joël Randriamandranto prévoit de faire venir cette année 600 Tours Opérateurs émetteurs qui feront des éductours à Madagascar afin de mieux vendre la destination. « Une centaine d'entre eux provenant de différents pays viendront à la 10e édition du salon ITM en juin tandis que 1 500 Tours Opérateurs internationaux seront invités chaque année à partir de 2025 », a-t-il déclaré. En outre, le groupe Radisson

Blu met à la disposition ses salles de conférences tout en apportant un appui financier pour la venue d'une dizaine d'influenceurs internationaux à destination de Nosy-Be ce mois-ci.

1 542 artisans à former

Quant à l'ACPE (Amélioration Continue pour les Employés), il est prêt à former les artisans qui ont énormément de savoir-faire en leur inculquant la notion à l'affût de la satisfaction des clients. Pour la banque BNI Madagascar, elle va apporter un appui financier à l'organisation du festival des baleines pour faire mieux connaître Madagascar en s'engageant dans la préservation de l'environnement et de la biodiversité, outre la campagne de sensibilisation sur la bancarisation. Parlant de Madaozi et de Telma, ils ont renouvelé leur partenariat avec le ministère du Tourisme et de l'Artisanat. Ce n'est pas tout ! Le GEFP est prêt à mettre à la disposition des artisans des rebuts, à les former et à les mettre en contact avec des entreprises membres. Le FID, quant à lui, contribuera financièrement à la formation de 1 542 artisans tandis que Welt Hunger Health appuiera le développement de la filière éco-recyclage, dans le cadre de la signature de convention de partenariat avec le ministère de tutelle.

Mines et ressources stratégiques: l'Omnis affiche de nouvelles ambitions

ARH. | LES NOUVELLES | 11 MAI 2024

L'Office des mines nationales et des industries stratégiques (Omnis) se donne de nouvelles ambitions grâce au nouveau Code minier lui permettant désormais de détenir des permis miniers et de co-exploiter ses ressources. Doté d'un plan stratégique quinquennal (2023-2027) adapté au contexte de relance économique, l'Omnis cherche à renforcer ses partenariats, notamment à l'international, pour développer ses activités.

Depuis sa fondation en 1976, l'Omnis opère en tant qu'organe régulateur dans les secteurs pétrolier et minier de Madagascar. Avec pour missions principales, de mettre en œuvre de la politique nationale dans ce domaine pétrolier, l'Omnis est placé sous tutelle du ministère des Mines. Cet organisme rattaché représente ainsi l'Etat dans les négociations et la conclusion de contrats avec les compagnies pétrolières et minières opérant sur le territoire malgache, tout en promouvant une politique nationale en matière de ressources énergétiques et minières. Fort de ses 48 ans d'existence, l'Omnis voit grand, comme l'explique Stéphanie Delmotte, présidente du Conseil d'administration, «Avec le nouveau Code minier, l'Omnis pourra désormais détenir des permis miniers et co-exploiter ses ressources». Le ministre des Mines, Olivier Herindrainy Rakotomalala,

est de cet avis en confirmant que «l'Omnis est désormais autorisé à rechercher de nouveaux partenaires et à opérer dans le domaine des substances minérales stratégiques».

Plan stratégique quinquennal (2023-2027)

Le nouveau Code minier, avec son décret d'application imminent, clarifie le rôle de l'Omnis en lui accordant l'autorisation directe sur toutes les ressources stratégiques. Selon toujours son PCA, «cette évolution ouvre des opportunités de collaboration avec des partenaires internationaux, notamment le Maroc et des acteurs asiatiques, leaders en termes d'investissements miniers». L'Omnis exprime également son intention d'étendre sa présence en Amérique. Réunis au Mining Business Center (MBC) Ivato, hier, les collaborateurs de l'Omnis et les responsables ministériels ont discuté du Plan stratégique quinquennal (2023-2027) de l'organisme. Selon Lalanirina Ranoroarisoa, directrice générale par intérim de l'Omnis, «ce plan s'adapte au contexte de relance économique et insiste sur l'adoption d'une mentalité entrepreneuriale au sein de l'institution». Dans ces perspectives, l'Omnis est devenu un acteur majeur dans l'exploration et l'exploitation des ressources stratégiques à Madagascar. A travers ces nouvelles orientations, l'Omnis avance comme «business mindest».

Secteur du textile : Opération de charme auprès des investisseurs chinois

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 13 MAI 2024

Des investisseurs chinois dans le domaine du textile sont en train de tâter le terrain en vue d'investir dans cette filière. Les autorités économiques de la Grande île se sont relayées pour faire la promotion de ce secteur en plein essor.

Animées et laborieuses. C'est ainsi que l'on pourrait résumer les discussions de vendredi au Radisson Blu. Elles se sont déroulées entre une vingtaine d'industriels du textile

chinois accompagnés d'investisseurs et les acteurs de la vie économique malgache. Voilà que depuis quelques années, les Chinois lorgnent sur le secteur du textile en Afrique. Une filière qui permettrait de développer encore plus le potentiel de croissance de ce secteur clé de l'économie. Néanmoins, les Chinois sont encore en phase de prospection et envisagent de choisir entre Madagascar et l'Éthiopie. C'est ce qu'explique le ministère de l'Industrialisation et du

Commerce. « Les Chinois désirent investir dans le textile en Afrique, mais ils ont encore le choix entre l'Éthiopie et la Grande île. Les autorités ainsi que les entreprises textiles qui investissent déjà ici ont effectué une véritable opération de charme car ces investisseurs ont besoin de quelque chose de clair et de concret », indique le département. C'est là tout l'enjeu des discussions entre ces acteurs clés du textile et les autorités du ministère de l'Industrialisation et du Commerce, celui de l'Économie et des Finances et l'Economic development board of Madagascar (EDBM). De l'autre côté, il y a aussi les investisseurs de la China Textile and Apparel Council. Accompagnés par une vingtaine d'entreprises du secteur textile chinois, ils désirent connaître les potentialités offertes aux entreprises désirant investir dans ce secteur à Madagascar. À tour de rôle, le ministère de l'Économie et des Finances, ainsi que l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM), ont présenté l'écosystème économique de la Grande île. Une publicité à laquelle se joignent des témoignages d'entreprises opérant déjà dans ce secteur ici.

En pleine croissance

Malgré les défis auxquels le secteur fait face, l'industrie textile est en plein essor. Elle fait partie des leaders dans le domaine en Afrique. Selon la Banque mondiale, la performance du secteur textile dans la Grande île a augmenté de 35% en 2022. Le premier trimestre de 2023, ce secteur a connu une croissance de 14% qui n'a pas fléchi tout au long de l'année. Le ministère de l'Économie table sur une croissance de 4,9% de ce secteur en 2024.



Le fait d'acquérir de nouveaux investisseurs, comme les Chinois dans ce domaine prometteur, permettrait de maintenir cette lancée. Actuellement, ce secteur génère plus de cent soixante-dix mille emplois directs. Le secteur tient également les autorités à cœur, notamment en ce qui concerne sa gouvernance et le développement de la concurrence. Au cours des deux dernières décennies, le secteur textile est devenu une réelle référence en tant que modèle de développement industriel et économique. De nombreuses entreprises se sont diversifiées hors de Chine, vers les pays asiatiques voisins et certaines dans les petites économies africaines. Ainsi, Maurice, Madagascar et l'Éthiopie sont devenus les plaques tournantes du textile en Afrique, en grande partie grâce à un accès aux marchés américain et européen.

Artisanat : Plus de 25,6 millions d'euros d'exportations réalisées

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 13 MAI 2024

L'artisanat constitue un des trésors de Madagascar. En effet, les artisans formels qui comptent au nombre de plus de 482 000 sont réputés être créatifs et talentueux. « La valeur des exportations des produits artisanaux réalisées l'année dernière se chiffrait à plus de 25,6 millions d'euros.



Ce sont des produits expédiés uniquement par voie aérienne », d'après les explications du directeur général de l'Artisanat, Malalaniaina Rasamijaona. Et lui de rajouter que l'artisanat est également un secteur pourvoyeur d'emplois étant donné que les acteurs formels parviennent à créer des emplois informels estimés à plus de 2 millions. Il est à noter que 14 filières regroupant 154 métiers sont actuellement identifiées dans le secteur de l'artisanat. Cartographie En revanche, « la difficulté d'accès aux matières premières

constitue la principale contrainte pour les artisans. En effet, les matières premières surtout les bonnes qualités sont notamment exportées à l'état brut. Le problème d'accès au financement permettant de développer leurs activités n'est pas en reste. Et enfin, bon nombre des artisans ont du mal à respecter la qualité et la finition de leurs œuvres faute de compétence technique et managériale », a-t-elle soulevé. Raison pour laquelle, le ministère du Tourisme et de l'Artisanat va établir une cartographie des matières premières afin de mieux localiser les zones d'approvisionnement au profit des artisans. « Outre la professionnalisation de ces acteurs œuvrant dans le secteur de l'artisanat, des villages artisanaux seront également créés en vue de promouvoir leurs produits finis. Ce qui permettra de faciliter l'organisation des voyages guidés des touristes surtout internationaux vers des marchés artisanaux », a-t-elle enchaîné.

Routes de l'Artisanat

Parlant du renforcement de capacité des artisans, ceux qui oeuvrent dans la filière fibre végétale notamment le raphia et dans le domaine du textile et habillement ainsi que dans le secteur divers animal plus particulièrement l'exploitation de cornes de zébus, seront priorités. Par ailleurs, un autre projet intitulé les routes de l'artisanat sera lancé avec les partenaires dans le but de mettre en valeur le savoir-faire local en matière de soie et de poterie, entre autres. Les touristes auront ainsi à découvrir les diversités et les richesses de l'artisanat tout au long de leur voyage au départ d'Antananarivo à Ampefy.

Commerce de détail : Des poids étalons inexacts, malgré les contrôles menés par la DPC

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 13 MAI 2024

Les instruments de mesure utilisés dans le commerce de détail sont de plus en plus douteux. Certains consommateurs parlent de mauvaise foi de la part des vendeurs, qui veulent maintenir le niveau de leurs ventes face à l'affaiblissement du pouvoir d'achat.

Dans un effort concerté pour garantir l'équité et l'exactitude dans le commerce des produits de première nécessité, la Direction de la Protection des Consommateurs (DPC), relevant du Ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC), a intensifié ses activités de contrôle des prix dans la capitale. Cette action vise à éduquer les commerçants sur l'importance de respecter les normes de poids dans leurs transactions commerciales, tout en défendant les intérêts des consommateurs. La semaine dernière, l'équipe de la DPC a mené des inspections dans plusieurs quartiers de la capitale, notamment Anosibe, Miandravivo, Ankaditoho Marohoho, Ambanidia, Anosizato Est et Ifarihy Atsimondrano. Dix-neuf commerçants ont été soumis à des contrôles rigoureux, neuf d'entre eux étant convoqués pour une vérification approfondie de leurs équipements de pesage par le Service de la Métrologie Légale (SML).

Soutien

Outre ces vérifications, la DPC a également pris des mesures pour surveiller la distribution de produits essentiels, tels que le riz Vary Mora, dans des quartiers spécifiques comme Andrefan'Ambohijanahary et Madera Namontana. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une collaboration entre le MIC et la société d'État SPM (State Procurement of Madagascar) pour garantir l'accessibilité de ces produits aux consommateurs, en particulier les plus vulnérables. Lors de la dernière intervention, cinquante sacs de riz Vary Mora, chacun pesant 50 kg, ont été mis en vente à un prix fixe de 2000 Ar/kg dans les quartiers ciblés. Pour garantir une distribution équitable, chaque ménage avait droit à l'achat



de jusqu'à 5 kg de riz, permettant ainsi d'atteindre l'objectif de toucher 500 ménages au cours de cette journée. Le MIC a souligné que cette initiative vise à soutenir le pouvoir d'achat des consommateurs et à contrer toute forme de spéculation sur les prix des produits essentiels.

Vigilance

En veillant à ce que les commerçants respectent les normes de pesage et en facilitant l'accès à des produits de première nécessité à des prix raisonnables, ces efforts contribuent à garantir un commerce juste et équitable pour tous. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour assurer une mise en œuvre efficace et durable de ces mesures. Il est crucial que les autorités continuent à surveiller de près le marché et à prendre des mesures décisives contre toute forme de fraude ou d'exploitation des consommateurs. En effet, ces derniers sont invités à rester vigilants, face aux risques de fraudes, aussi bien sur les normes de qualité que sur l'exactitude des quantités achetées au niveau des détaillants. Dans le climat économique actuel, marqué par des défis multiples, ces initiatives sont plus importantes que jamais pour protéger les droits et les intérêts des citoyens.

50e anniversaire de la BCM : La pièce de 50 ariary en or vendue 12 millions d'ariary

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 14 MAI 2024

Les pièces d'or commémoratives de la Banque centrale pourront enfin être commercialisées. Dans ses locaux, la Banque centrale a lancé les ventes de ses pièces de monnaie en or de 50 ariary. Chaque pièce de 1 Oz, soit 31,104 grammes, se vendra à douze millions d'ariary l'unité. C'est ce qui a été expliqué hier. Chaque citoyen peut se la procurer. La Banque centrale fait savoir qu'il suffit de se munir d'une carte d'identité nationale et de visiter le site internet de la BFM, en renseignant son identité et son adresse mail. C'est à cette adresse mail que seront envoyés par la suite les détails concernant l'achat de ces pièces commémoratives de 50 ariary en or. Pour célébrer

son cinquantième anniversaire, la Banque centrale a prévu d'émettre 5 000 pièces d'or, de 24 carats chacune, avec la pureté la plus haute possible. Ces pièces de monnaie seront disponibles à la vente nationale ou internationale. Ces pièces d'or ont été raffinées en Turquie par l'Istanbul Gold Refinery, la deuxième plus grande raffinerie de métal jaune au monde après la Chine. Sur cette nouvelle pièce d'or sont gravés l'image du soleil avec le Stade Barea. Pour éviter toute forme de thésaurisation de la part de ceux qui en ont les moyens, la BCM limitera la vente à une pièce d'or par carte d'identité nationale, c'est-à-dire par personne.

Foire aux semences : Un événement clé pour l'agriculture durable à Amboasary

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 14 MAI 2024

Un événement majeur pour l'agriculture locale dans le district d'Amboasary. La Foire aux semences, organisée par la FAO dans le cadre du projet d'amélioration de la résilience des petits agriculteurs dans le Sud de Madagascar, a été soutenue par le gouvernement norvégien en partenariat avec le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage ainsi que l'ONG Accademis. Cette foire revêt une importance cruciale pour la communauté agricole d'Amboasary et des régions environnantes. Elle offre une plateforme pour promouvoir la diversité des semences et des pratiques agricoles durables, tout en renforçant la résilience des agriculteurs

face aux défis climatiques et environnementaux. L'équipe organisatrice a travaillé avec diligence pour préparer l'événement, allant de la formation des membres de la communauté aux démonstrations culinaires mettant en valeur les produits locaux. Les infrastructures ont été montées et les sensibilisations communautaires ont été menées pour garantir la participation et l'engagement de tous les acteurs impliqués. La Foire aux semences a également été l'occasion pour les agriculteurs de partager leurs connaissances et leurs expériences, favorisant ainsi l'apprentissage mutuel et la collaboration.

Stratégie Pays de la BAD : Résultats positifs observés dans l'économie agricole

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 14 MAI 2024

7 584 emplois féminins ont été créés grâce à l'accompagnement technique et financier de micros, petites et moyennes entreprises agricoles par la BAD (Banque africaine de développement). Les impacts des actions de cette institution sont prometteurs.

Des résultats positifs ! C'est ce qui marque la présentation faite lors de l'atelier portant sur la restitution des résultats de la revue à mi-parcours du Document de Stratégie Pays (DSP) 2022-2026 de Madagascar, combinée à la revue de la performance du portefeuille pays pour l'année 2024. Lors de cet atelier qui s'est tenu le 6 mai 2024 dans la capitale, des nouvelles positives ont émergé quant à l'impact des initiatives conjointes de la BAD et du Gouvernement malgache. Cette revue met en lumière des avancées significatives dans plusieurs domaines clés du développement à Madagascar. Au cours des deux premières années du DSP, la BAD a apporté un soutien crucial à Madagascar, contribuant à des réalisations tangibles telles que l'aménagement de plus de 20 000 hectares de terres irriguées, la construction et l'aménagement de plus de 270 kilomètres de routes, et la création de milliers d'emplois directs et indirects.

a conduit à la création de 7 584 emplois féminins. Cette initiative souligne l'engagement de la BAD à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation économique des femmes, des éléments clés pour une croissance inclusive et durable. Dans le secteur agricole, la Banque a joué un rôle crucial dans l'augmentation de la production de riz, passant de 4 millions de tonnes en 2021 à 5,32 millions de tonnes en 2023, grâce à des projets tels que le Projet jeunes entreprises rurales dans le Moyen-Ouest et le Programme d'entrepreneuriat des jeunes dans l'agriculture et dans l'agro-industrie.

Infrastructures.

Le secteur du transport n'a pas été en reste, avec le Projet d'aménagement de corridor et de facilitation du commerce qui a entraîné une hausse significative du trafic moyen des poids lourds sur la route nationale 9, passant de 27 à 108 véhicules par jour. Ces développements par les infrastructures sont cruciaux pour améliorer la connectivité régionale et stimuler le commerce et l'investissement. Par ailleurs, l'atelier a également été l'occasion pour les parties prenantes de réaffirmer leur engagement envers les secteurs prioritaires identifiés dans le DSP 2022-2026, à savoir le transport, l'énergie, l'agriculture et l'industrie. Ces secteurs clés sont essentiels pour stimuler une croissance économique inclusive et durable à Madagascar. Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, ministre de l'Économie et des Finances de Madagascar et gouverneur de la Banque, a présidé l'atelier et a souligné l'importance de maintenir un partenariat stratégique solide entre Madagascar et la BAD. Elle a souligné que malgré les progrès réalisés, des défis subsistent et que la collaboration continue entre les deux parties est cruciale pour surmonter ces obstacles et maximiser les résultats des projets de développement. Adam Amoumoun, responsable du bureau pays de la BAD à Madagascar, a exprimé sa satisfaction quant aux progrès réalisés jusqu'à présent, soulignant que les objectifs du DSP à mi-parcours sont largement atteints, démontrant ainsi l'efficacité des programmes opérationnels de la BAD à Madagascar. À ce jour, le portefeuille actif du Groupe de la Banque à Madagascar compte vingt opérations pour un montant total d'environ 830 millions de dollars américains, illustrant l'engagement continu de la BAD envers le développement durable et inclusif de Madagascar.



Soutien aux femmes.

Un aspect particulièrement notable de cet effort de développement est l'accent mis sur l'autonomisation des femmes. Avec le soutien financier et technique de la BAD, 354 micros, petites et moyennes entreprises agricoles dirigées par des femmes ont été accompagnées, ce qui

Le portefeuille actif de la Banque africaine de développement à Madagascar à 830 millions de dollars

| 24/24.MG | 14 MAI 2024

Banque africaine de développement (BAD) figure parmi les gros financeurs de Madagascar. Cette institution financière indique que son portefeuille actif à Madagascar s'élève à 830 millions de dollars au 1er mai 2024. Ce portefeuille couvre 20 opérations, rapporte la BAD en marge de la revue à mi-parcours de son Document de stratégie pays de la Grande île pour la période de 2022-2026. Le responsable pays de la BAD à Madagascar se félicite par ailleurs de l'évaluation positive de ce DSP, après les deux années de sa mise en œuvre. "Cela indique que les objectifs du programme opérationnel à mi-parcours de la Banque à Madagascar sont largement atteints, non seulement en termes de ressources mobilisées, mais également en termes de réalisations sur le terrain et d'impact sur les populations", déclare-t-il. Le Gouvernement de Madagascar et la BAD se sont alors convenus de "consolider les résultats obtenus à mi-parcours de ce DSP et d'en maintenir les orientations

stratégiques pour la période restant à couvrir d'ici à 2026", rapporte le communiqué de cette institution financière. Les deux parties se sont également accordées à maintenir inchangés les secteurs de concentration de la Banque pour les deux prochaines années, à savoir le transport, l'énergie, l'agriculture et l'industrie. Comme rappelle la BAD, les deux domaines prioritaires de ce Document stratégie pays concernent d'une part le développement des infrastructures de transport et d'énergie pour la croissance inclusive ; et du soutien à la transformation de l'agriculture et au développement de l'industrie manufacturière de l'autre. La Banque africaine de développement souligne dans ce document que le défi majeur de développement de Madagascar est de rattraper le retard dans la transformation structurelle de l'économie, afin de créer les conditions nécessaires pour une croissance plus inclusive et partagée.

Projet ODOF - Faratsiho : L'usine de chips entre en phase de production

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 15 MAI 2024

La ligne de production de chips de Faratsiho entre désormais en fonction. Ce sont les sociétés coopératives qui fourniront les matières premières pour fabriquer des chips de qualité.

Une ligne de production de chips est désormais fonctionnelle pour Faratsiho. C'est l'une des cinq unités « One District, One Factory » installées dans la région Vakinankaratra à entrer en fonction. D'ici peu, les produits de Farat-Chips pourront être commercialisés. Dans tous les cas, la présence de cette industrie à proximité des producteurs permettra de développer leurs activités. C'est d'ailleurs ce qui a été évoqué par Njiva Rakotoarivonona, directrice générale de l'Industrialisation, venue inaugurer cette ligne de production de chips hier. « C'est le projet de l'industrie à la base qui se concrétise à Faratsiho aujourd'hui (hier, NDLR) », a-t-elle expliqué. Cette unité industrielle a été remise en mains propres par Edgard Razafindravahy, au cours d'un véritable marathon, durant lequel il a installé dans cette région très productive cinq unités industrielles ODOF. Cette usine de transformation de chips peut, par exemple, ingurgiter cent kilos de pommes de terre par heure. De quoi traiter la production annuelle de cent mille kilos de pomme de terre de Faratsiho.

Préoccupations

L'évacuation de leurs produits ne sera plus un souci pour les producteurs à la base. D'ailleurs, c'est une société coopérative, 3MVT, qui est en charge de la gestion de l'usine. Leurs homologues ne seront alors pas lésés. Sur la vingtaine



de sociétés coopératives de Faratsiho, près de la moitié produisent des pommes de terre. Le message, à l'adresse des coopératives, a été on ne peut plus clair. « C'est vous qui allez fournir les pommes de terre à transformer en chips pour cette usine ». C'est d'ailleurs le propre du projet ODOF. Edgard Razafindravahy, ministre de l'Industrialisation, avait alors martelé à chaque fois que « les paysans et producteurs se trouvent au centre des préoccupations de l'État ». Les lignes de production ODOF ont pour vocation de créer de la valeur ainsi que des emplois directs.

Rebranding : Orange change de signature

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 15 MAI 2024

Une nouvelle signature. Pour d'autres ambitions. « Orange eo anilanao, Orange est là ». C'est la nouvelle promesse de marque que vient de dévoiler Orange Madagascar hier à son siège à la Tour Redland d'Ankorondrano. « Une signature qui témoigne de la politique d'engagement déployée depuis plus de 20 ans par Orange Madagascar aux côtés des Malagasy à chaque étape de leur vie et en toutes

circonstances », soutiennent ses promoteurs. Frédéric Debord, directeur général d'Orange Madagascar, a dévoilé la nouvelle signature d'Orange Madagascar à l'occasion d'une cérémonie, qui a été honorée par la présence de Christel Heydemann, directrice générale du Groupe Orange, et Jérôme Hénique, directeur exécutif, CEO d'Orange Afrique et Moyen-Orient. « La signature « Orange eo anilanao » se

veut simple, conviviale et en parfaite adéquation avec le quotidien de ses clients. Elle reflète l'identité de la marque Orange et incarne une démarche audacieuse et volontariste pour être toujours plus proche des Malagasy. « Orange eo anilanao » exprime l'engagement des femmes et des hommes d'Orange, un capital inestimable qui permet à Orange Madagascar de s'imposer comme le véritable opérateur de confiance », soulignent les explications y afférentes. « Nous sommes fiers de révéler cette nouvelle plateforme de marque qui confirme notre engagement auprès des Malagasy. Plus qu'une simple signature, « Orange eo anilanao » incarne notre mission fédératrice autour de valeurs communes de partage, de solidarité et de générosité. Elle mobilise l'ensemble de nos équipes et rappelle également l'importance que nous accordons à l'excellence de nos réseaux, à l'intensification de nos investissements en infrastructures et à nos engagements RSE », a déclaré Frédéric Debord. La nouvelle signature de

marque repose sur des piliers qui font la force d'Orange Madagascar, notamment un réseau performant, une expérience client de qualité, des produits et services aussi généreux que performants, ou encore un capital humain expert et engagé. « Cette signature exprime avec force l'engagement d'Orange Madagascar à être un acteur de confiance, présent pour ses clients. À travers « Orange eo anilanao », Orange Madagascar se mobilise pour rester aussi proche qu'accessible pour ses clients, particuliers comme entreprises, tout en continuant à se dépasser pour le développement de Madagascar », promettent ses dirigeants. « Dans toutes les régions de la Grande île, les solutions d'Orange Madagascar sont là pour accompagner la réalisation des projets du Madagascar de demain, mais aussi et surtout pour faciliter le quotidien des Malagasy, les aider à partager leurs moments de vie, en toutes circonstances, car Orange eo anilanao », ont-ils conclu dans une touche pleine d'humanisme.

Ambatovy : Soutien aux jeunes entrepreneurs

ITAMARA RANDRIAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 15 MAI 2024

Pas à pas, les entrepreneurs accompagnés par Ambatovy dans les régions Alaotra-Mangoro et Atsinanana font leurs premiers pas dans le marketing de qualité, ainsi que dans le domaine formel de l'entrepreneuriat. Environ cinquante jeunes entrepreneurs ont bénéficié d'un soutien approfondi de la part de la multinationale et de ses partenaires. À la fin des huit mois d'incubation, la majorité a déjà pu tirer parti de cette expérience. « Neuf entreprises ont été officiellement enregistrées et ont reçu leur numéro d'identification fiscale ainsi que leur carte statistique (NIF/STAT) », annonce Ambatovy. Ce bilan est jugé encourageant par l'entreprise, bien qu'il ne représente qu'une étape intermédiaire. Bien que, après six mois d'accompagnement, les jeunes entrepreneurs aient enregistré une augmentation significative de leur chiffre d'affaires et bénéficié d'une promotion de leurs produits, il leur reste encore du

chemin à parcourir. Ils recevront un soutien continu pour perfectionner leurs compétences en marketing, en gestion d'entreprise et en culture entrepreneuriale, comme le précise Ambatovy dans un communiqué. « L'ONG Saint-Gabriel et La Fabrique s'engagent à fournir un coaching et une formation personnalisée sur une période de deux ans, axés notamment sur la gestion d'entreprise, le marketing, le développement personnel et la culture entrepreneuriale », précisent ces deux institutions, partenaires de la société pour la mise en œuvre de ce programme. Le soutien aux jeunes entrepreneurs locaux a déjà porté ses fruits, contribuant à la création de plus de cent vingt emplois temporaires dans ces régions. De plus, les bénéficiaires ont déjà eu l'opportunité de participer à une dizaine d'événements socio-économiques pour promouvoir leurs produits.

Secteur financier : Un durcissement des conditions d'accès au crédit constaté par les entreprises

R. EDMOND | MIDI MADAGASCAR | 15 MAI 2024

Les entreprises malgaches sont en difficulté. Notamment au niveau de l'accès au crédit. Selon la dernière enquête de conjoncture économique publiée par la Banky Foiben'i Madagasikara (BFM), pour la période du quatrième trimestre 2023, les chefs d'entreprises ont constaté que « les conditions d'accès aux crédits ont durci ». Une détérioration des conditions a été constatée par 26,5% des entreprises, tandis que 7,2% ont enregistré une amélioration, soit un solde d'opinion de -19,3% sur cette rubrique. Pour le premier trimestre de 2024, aucune évolution majeure ne serait attendue en termes de conditions d'accès aux crédits. Le solde d'opinion y étant relatif est de -3,2%. Cette

situation s'explique notamment par le fait que les banques et autres établissements de crédit ont une confiance mitigée en la capacité de remboursement des entreprises locales. Des entreprises qui continuent d'ailleurs à être confrontées à d'autres difficultés. Dans son enquête, la BFM cite notamment : le délai de remboursement de la TVA jugé trop long ; l'indisponibilité des matières premières à temps et l'indisponibilité de main d'œuvre qualifiée ; l'insécurité grandissante ; l'instabilité sociopolitique restreignant les investissements ; la vétusté des routes pénalisant les transporteurs, augmentant les charges ; la hausse des prix ; les impayés fréquents et les problèmes de recouvrement.

Projet CASEF : Amélioration effective de l'accès au marché grâce aux infrastructures

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 15 MAI 2024

Les nouveaux ponts et les routes réhabilitées concourent à créer de nouvelles perspectives économiques locales. Grâce aux investissements dans l'infrastructure, les zones d'intervention du projet CASEF affichent des signes de progrès importants.

Nombreux sont les agriculteurs malgaches qui se retrouvent isolés, confrontés à des défis majeurs tels que l'augmentation de la production, l'optimisation des ventes et la sécurité foncière. Ces préoccupations sont au cœur des enjeux agricoles dans le pays, où l'accès aux marchés reste limité et la propriété foncière peu formalisée.



Depuis sept ans, le Projet de croissance agricole et de sécurité foncière (CASEF) a répondu à ces besoins en fournissant trois services fondamentaux : des innovations pour stimuler les revenus, une sécurité foncière abordable et un meilleur accès aux marchés. Le pont de Nosibe, qui traverse le bassin supérieur de la rivière Ivoloïna, a

longtemps été crucial pour les agriculteurs locaux en leur offrant un accès aux marchés d'exportation. Cependant, le cyclone Gafilo de 2004 a dévasté la région, endommageant gravement le pont et coupant l'accès aux marchés pour de nombreuses communautés agricoles. Cette année, une lueur d'espoir est apparue avec la construction d'un nouveau pont, financé par le projet CASEF. Ce pont, s'étendant sur 115 mètres au-dessus du bassin fluvial, relie désormais 7 communes de l'intérieur des terres à la ville portuaire de Toamasina et aux marchés au-delà. Cette infrastructure a considérablement réduit le temps de trajet vers la ville, ouvrant ainsi de nouvelles opportunités pour les agriculteurs locaux.

Défis

Le projet CASEF, initié par le Gouvernement avec le concours de la Banque mondiale, ne se limite pas à la construction de ponts. Depuis son lancement en 2016, il a financé la réparation et la reconstruction de 3 ponts et la réhabilitation de près de 100 kilomètres de routes rurales le long de la côte est de l'île et dans les hauts plateaux du centre. Malgré sa taille, Madagascar souffre d'une faible densité routière, ce qui entrave l'accès des communautés agricoles aux services et aux marchés. Seuls 6 000 kilomètres de routes sont goudronnés sur un total de 32 000, et l'indice d'accès rural est parmi les plus bas au monde. L'impact sur la productivité et la pauvreté. Le mauvais état des routes contribue au déclin de la productivité rurale, fragilisant ainsi les revenus des agriculteurs et alimentant la pauvreté dans les zones rurales. Cependant, l'amélioration de l'infrastructure routière, comme le démontre le projet CASEF, peut inverser cette tendance en facilitant l'accès aux marchés et en augmentant les revenus des agriculteurs.

Commerce : Baisse du prix du riz sur le marché local

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 16 MAI 2024

Les prix du riz local fléchissent auprès des grossistes de la capitale. Cette baisse est due à la disponibilité accrue du riz et à l'augmentation de la production.

La disponibilité du riz local et la fin de la période de récolte se font sentir sur les prix du riz dans la capitale. Cette céréale se vend maintenant entre 175 et 350 ariary moins cher le kilo, par rapport à il y a quelques semaines. Dans les marchés de la capitale, le kapoaka se vend en moyenne à 700 ariary. Cette tendance est surtout remarquée auprès des grossistes et des semi-détaillants. Toutefois, les prix du riz dans les épiceries de quartier stagnent. À Mahazo, par exemple, le Vary gasy se négocie entre 2 500 et 2 700 ariary le kilo. Il en va de même pour d'autres variétés comme le Makalioka, vendu en moyenne à 3 150 ariary le kilo, alors qu'auparavant, les prix pouvaient atteindre 3 500 ariary. C'est un soulagement pour les ménages qui font toujours face aux effets de l'inflation. Néanmoins, la récolte de riz a été bonne en 2023, avec une augmentation de 9 % de la production. Cela a renforcé la disponibilité de cette denrée vitale et a considérablement réduit les importations

de riz. Cette disponibilité accrue de riz sur le marché local a d'ailleurs contribué à la baisse des prix. Rôle essentiel «C'est la fin des récoltes. Le riz d'Imerintsiatosika ou encore de Mahitsy commence à être commercialisé, c'est la raison pour laquelle les prix du riz régressent», explique Andrianiaina Randriamiamahahefa, directeur du Commerce Intérieur auprès du ministère de l'Industrialisation et du Commerce. Cette baisse est confirmée par le dernier bulletin mensuel de l'Observatoire du riz, qui fait état d'une diminution de 0,6 à 3,2 % des prix du riz dans différentes régions de l'île. Le ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC) a également collaboré étroitement avec la State Procurement of Madagascar (SPM) pour réduire les importations de riz. Le rôle essentiel joué par le ministère assure un approvisionnement régulier et stable en riz dans toutes les régions, répondant ainsi à sa principale préoccupation : assurer l'accès aux produits de première nécessité à la population et stimuler l'économie locale. Dans cette optique, des pépinières industrielles ont été établies pour encourager la production et la consommation locales.

EKLOU KODJOVI MAWULIKPLIMI : Nouveau représentant résident du FMI

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 16 MAI 2024

Du nouveau au niveau de la représentation du Fonds Monétaire International. Aussitôt après les négociations sur la Facilité Élargie de Crédit, un nouveau représentant résident a été nommé en la personne du Togolais Eklou Kodjovi Mawulikplimi, selon des sources autorisées. Ce grand économiste du FMI, spécialiste de l'Asie et de l'Afrique, auteur de plusieurs publications, remplace le Marocain Mokhtar Benlamine, nommé le 25 mars 2022. Eklou Kodjovi

Mawulikplimi reprend donc le dossier Madagascar pour l'obtention de la FEC et du FRD (Facilité pour la résilience et la durabilité). La décision sera prise au cours de l'assemblée générale du FMI au mois de juillet. L'économiste togolais devrait présenter incessamment ses lettres de cabinet d'abord au ministre des Affaires étrangères, puis au président de la République, selon les règles diplomatiques.

TotalEnergies : Lancement de la 4e édition du Challenge Startupper de l'année

R. EDMOND | MIDI MADAGASCAR | 16 MAI 2024

Les trois premières éditions ont connu beaucoup de succès. La quatrième le sera encore davantage.

Total Energies annonce le lancement de la quatrième édition du Challenge Startupper de l'année avec à la clé des récompenses pour 100 entrepreneurs sur l'ensemble du continent africain.

Trois lauréats.

Madagascar ne sera évidemment pas en reste puisque la sélection nationale débouchera sur la consécration de trois lauréats, de trois catégories de startups. En l'occurrence : un lauréat « Innov'Up » pour le ou la meilleure entrepreneur, un lauréat « Cycle'Up » pour le meilleur projet concernant l'économie circulaire, et enfin le « Power'Up » pour le meilleur projet concernant les énergies durables et abordables. Quatre projets supplémentaires seront sélectionnés par un jury international dans la catégorie « Power'Up ». L'inscription à ce concours est déjà ouverte et se terminera le 30 juin prochain. Lors d'une conférence de presse tenue, hier au siège de TotalEnergies Marketing Madagascar, Marième-Sav Sow, la Directrice générale de la compagnie a exhorté les jeunes startupper malgaches à participer à ce challenge qui leur ouvrira la voie à de nombreuses opportunités entrepreneuriales. En effet, chaque lauréat deviendra « Startupper » de l'année par TotalEnergies et bénéficiera d'une dotation financière de 30 millions d'ariary ; d'un accompagnement personnalisé et d'une communication dédiée pour la visibilité de son projet. En outre, les lauréats auront l'opportunité de porter haut les couleurs de leur projet à l'occasion d'un événement de célébration à l'international.

4 critères.

Pour participer au challenge, les potentiels candidats doivent résider à Madagascar, être âgés de 18 à 35 ans et proposer un projet de création d'entreprise ou une startup de moins de trois ans, quel que soit le secteur d'activité. Les projets à présenter doivent répondre à 4 critères d'évaluation.



En l'occurrence, répondre aux enjeux du développement durable, avoir un caractère innovant, disposer d'une faisabilité et d'un potentiel de développement et respecter dans sa mise en œuvre l'égalité homme-femme. La sélection des lauréats sera faite par un jury composé de 8 membres. A savoir : Marième-Sow la DG de TotalEnergies Madagascar et présidente du Groupement des Pétroliers de Madagascar, Johanne Raharinosy, DG de Teknet Groupe et présidente de la Chambre de Commerce et d'Industrie France Madagascar (CCIFM), Lilia Randriamifidimanana, fondatrice de Ivana et présidente du Jeune Patronat de Madagascar, Rivo Rakotondrasanjy, président de FIVMPAMA et de la CCIA et enfin de Rivo Andriamanalina DG d'Abriochem. Notons que cette édition 2024-2025 du challenge coïncide avec les 100 ans de la compagnie TotalEnergies. « Cette nouvelle édition spéciale 100 ans dont nous donnons aujourd'hui le coup d'envoi est une continuité de la célébration du centenaire de la compagnie et permet à TotalEnergies de réaffirmer sa volonté de promouvoir l'innovation et l'entrepreneuriat ainsi que son soutien au développement économique de Madagascar », a déclaré la DG de la compagnie, Marième-Sav Sow.

Événement : 25 pays participeront au CEO Business Forum Indian Ocean

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 16 MAI 2024

Madagascar abritera un événement d'envergure régionale et internationale intitulé CEO Business Forum Indian Ocean qui aura lieu les 14 et 15 novembre 2024 au CCI Ivato.

Ce forum économique est organisé conjointement par Gatenevents Africa et la Fédération des Chambres de Commerce et d'Industrie de Madagascar (FCCIM). « Il s'annonce comme un événement essentiel dans le contexte

géoéconomique actuel. Nous prévoyons ainsi plus de 25 pays riverains de l'océan Indien qui y participeront activement », d'après les explications de Rojo Claudino Andrianasolo, président du CEO Business Forum, lors d'une conférence de presse. Le thème choisi dans le cadre de cet événement parrainé par différents ministères clés sera axé sur « Économie dynamique, partenariats stratégiques : L'esprit de l'Océan Indien ». Ces départements ministériels



sont notamment le ministère des Affaires étrangères, le ministère de l'Économie et des Finances, le ministère de la Pêche et de l'Économie bleue, ainsi que le ministère de la Communication et de la Culture.

Stimuler l'investissement.

En outre, le président du CEO Business Forum tient à affirmer que ses objectifs quant à l'organisation de ce forum économique sont ambitieux mais réalisables. En effet, « nous cherchons à encourager les échanges commerciaux équitables et à stimuler l'investissement dans des secteurs clés de la zone océan Indien. Pendant ces deux jours, nous aborderons des sujets importants tels que la transition énergétique, l'industrie créative, l'économie bleue,

l'agro-business, le changement climatique, l'intelligence artificielle, la diplomatie économique, le commerce équitable, la gestion des risques et la résilience, les partenariats public-privé, le tourisme durable et bien d'autres », a-t-il enchaîné. Durant ce forum économique, plusieurs formats d'interactions professionnelles seront organisés. On peut citer, entre autres, des ateliers, des conférences-débats, des keynotes, des rencontres BtoB (business-to-business) et BtoG (business-to-government), ainsi que des sessions de réseautage de haut niveau.

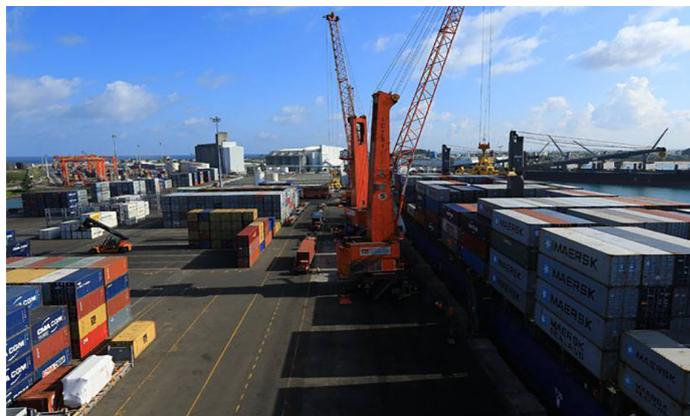
Retombées significatives.

« Le CEO Business Forum aspire ainsi à être un catalyseur de paix et de stabilité en favorisant les partenariats commerciaux et les collaborations transfrontalières. Les retombées potentielles sur Madagascar et la région de l'océan Indien seront significatives, avec la création d'emplois, le transfert de savoir-faire et la croissance économique durable », a fait savoir Rojo Claudino Andrianasolo. Et lui de rajouter que l'Océan Indien émerge comme un pivot économique, reliant les continents européen, africain, asiatique et océanien. « À l'origine de cet événement se trouve la reconnaissance des vastes opportunités économiques inexploitées dans la région et de sa position stratégique. Et Madagascar, située au cœur de cette zone, se révèle être un acteur naturel pour faciliter ce développement et jouer un rôle clé dans la prospérité régionale », a-t-il conclu.

Accord de partenariat économique : Une opportunité pour la compétitivité des industries

ITAMARA RANDRIAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 17 MAI 2024

Des entretiens directs ont été menés pour explorer les voies permettant d'améliorer la compétitivité des produits et de renforcer la coopération dans le cadre de l'Accord de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne. Ces discussions, qui se sont tenues mercredi à Ankorondrano, ont réuni des représentants du secteur privé, de l'Union européenne et du ministère de l'Industrialisation et du Commerce. Plusieurs sujets liés à ce partenariat ont été abordés sans détour entre ces différentes parties. Le ministère de l'Industrialisation et du Commerce a notamment exposé l'évolution des négociations avec l'UE ainsi que toutes les implications de ce partenariat intérimaire. Ces discussions ont eu lieu en marge de la Journée de l'Europe. De son côté, le Syndicat des Industries de Madagascar a mis en lumière les difficultés rencontrées par les produits et l'industrie en général pour pénétrer le marché européen, en raison de divers facteurs tels que le manque d'équipements et les réglementations du marché européen. Ces obstacles entravent la compétitivité des produits malgaches et de ses industries. Si la coopération avec l'UE s'intensifie, cet APE pourrait devenir un levier pour l'industrialisation, incitant les industries du pays à être plus compétitives et à respecter davantage les réglementations du marché international. L'actuel APE permet déjà l'exportation sans droits ni quotas de toutes les marchandises vers l'UE, conformément au principe de réciprocité. La Grande Île bénéficie de cet accord en exportant vers l'Europe des produits alimentaires et textiles, tandis qu'elle importe des biens industriels et du matériel favorable aux investissements nationaux et



étrangers, favorisant ainsi le développement industriel du pays. Les négociations pour avancer dans cet accord avec Bruxelles sont bien engagées. Les représentants de l'UE ont fait part de leurs engagements en matière de soutien et de financements. Le marché européen reste le plus important client de la Grande Île, représentant plus de 34% de ses exportations. Bien que l'Accord de partenariat économique avec l'UE soit à un stade intérimaire, la direction générale des douanes a indiqué sur son portail d'informations que cet APE bénéficie déjà aux entreprises de plusieurs manières : règles stables et prévisibles pour leurs échanges avec l'UE, accessibilité permanente au marché de l'UE, libéralisation progressive sur 15 ans avec possibilité d'exclure les produits sensibles, et règles d'origine plus flexibles.

STCV : la valorisation de déchets à Madagascar, primée à l'international

TIANA RAMANOELINA | LES NOUVELLES | 17 MAI 2024

Gaëlle Randriamanana-Pless vient d'être primée par l'Association Internationale des Maires Francophone (AIMF). L'entrepreneuse recevra son prix lors d'un congrès qui se tiendra à Lausanne en Suisse du 22 au 24 mai prochain. Son entreprise STCV regorge de projets pour les années à venir. Rencontre

Vous venez d'être primée par l'Association Internationale des Maires Francophone (AIMF) comme étant la "femme francophone de l'année 2024". Qu'est-ce que cela signifie pour vous ?

C'est une grande reconnaissance, évidemment ! C'est un concours international dans les pays francophones. Je me suis portée candidate et la commune urbaine d'Antananarivo (CUA) a soutenu ma candidature. En fait, ce prix fait suite à notre travail dans l'assainissement de la ville. Parce qu'on collabore depuis longtemps avec la commune urbaine d'Antananarivo. Dans le cadre de nos activités de collecte, de valorisation des déchets recyclables et la création d'activités génératrices de revenus pour les femmes, STCV est présente dans les fokontany.

Aujourd'hui, combien de femmes dans les fokontany collaborent avec vous ?

Avant, elles étaient à 1.500 avec le programme du FID, mais malheureusement le programme a pris fin. Nous avons amélioré notre système de collecte avec ces femmes. Toutes les opérations sont plus ciblées et régulières. Nous avons augmenté le prix de l'achat du kilo de plastique. Nous opérons dans quelques fokontany avec 10 femmes par fokontany. On essaie vraiment de les former et les fidéliser par rapport à ce travail de collecte.

STCV a activement participé à la dernière COP à Dubai. Qu'est-ce que cela a apporté à votre entreprise?

J'ai représenté le secteur privé œuvrant dans la gestion de déchets. Le sommet nous a apporté beaucoup de connaissances (...). Le changement climatique est un thème récurrent et d'actualité, parce qu'on commence vraiment à ressentir les effets du réchauffement de la Terre. J'ai pu voir également les initiatives qui se font à l'étranger, notamment dans les pays développés. Ils font vraiment beaucoup de choses dans tout ce qui est économie circulaire et valorisation de déchets. Cela a été une COP où la gestion des déchets a pris une grande place, un domaine très important pour lutter contre les changements climatiques. Le rendez-vous a permis une grande visibilité pour STCV. J'ai pu rencontrer beaucoup de gens dans le domaine et échanger des pratiques.

Durant cette COP, vous avez aussi signé une convention de partenariat avec le MEAH. Sur quoi cette collaboration porte-t-elle ?

Lors de cette COP, nous avons effectivement eu l'occasion de signer une convention avec le ministère de l'Eau et Assainissement et Hygiène (MEAH). Il s'agit

d'une collaboration globale parce que le ministère mène plusieurs projets dans le domaine de l'assainissement. STCV se positionne en tant que secteur privé avec une vision holistique par rapport à notre expertise à la gestion des déchets recyclables. Nous allons également collaborer avec la JICA, la CUA, le MEAH et le MEDD sur la gestion de déchets au niveau d'un quartier pilote qui se trouve à Ampefiloha, dans lequel les déchets, essentiellement, du plastique seront collectés par STCV.

Quelle quantité de déchets collectez-vous ? Et où les déchets revalorisés vont-ils ?

Chaque semaine, tout déchet confondu, on est à 10 tonnes. 60% des déchets sont du plastique. Nous développons une économie circulaire parce que nous participons à la création de nouveaux objets avec ces déchets. Et ces produits finis sont destinés au marché local. C'est la valeur ajoutée que nous apportons au Vita malagasy, mais surtout notre contribution à la baisse d'émission de gaz à effet de serre. En effet, au lieu d'importer de la matière première sur un bateau qui consomme beaucoup d'énergie et d'émission de gaz à effet de serre, nous fournissons la matière première. Et on a commencé notre propre valorisation : c'est le charbon écologique qui provient des déchets. Ce produit est essentiellement destiné pour le moment aux zones franches. Donc, aux usines de textiles qui ont des chaudières à bois, pour remplacer le bois de chauffe, et éviter de couper les arbres.

Dans cette quête de valorisation : qu'est-ce qui pose problème en ce moment pour une entreprise comme STCV ?

Un peu de tout ! Nous collaborons avec des artisans locaux pour mettre en valeur leur savoir-faire pour construire des machines. Malheureusement, il y a des limites. Donc, nous devons importer des machines. A l'heure actuelle, nos activités commencent vraiment à s'industrialiser et nous avons donc besoin de plus grosses machines. STCV est implantée à Antananarivo. Est-il envisageable que le modèle soit éparpillé dans toute l'île ? Effectivement, on envisage cette année d'aller dans plusieurs villes de Madagascar pour commencer un nouveau programme RSE. Nosy Be est une ville très touristique, et on a besoin d'une vitrine durable pour Madagascar. Et sur la côte Est, parce qu'il y a beaucoup d'usines dans cette zone qui ont besoin de valoriser leurs déchets.

D'après votre constat, les entreprises collaborent-elles avec vous par tendance ou par conviction ?

Les entreprises sont de plus en plus responsables et sensibilisées à propos de leurs impacts sur l'environnement. Nous leur apportons donc une réponse par la gestion de leurs déchets et leur fournissons aussi un programme RSE complet avec des formations, ainsi qu'un certificat de traçabilité prouvant la revalorisation.

Sial Canada: des opportunités à saisir pour l'Agribusiness

ARH. | LES NOUVELLES | 17 MAI 2024

Dans le cadre de la Mission économique et commerciale au Canada (MECC), 11 entrepreneurs en agribusiness de la Chambre de Commerce et de Coopération Canada-Madagascar (CanCham), participent à la 21e du Salon international de l'alimentation (Sial) du 15 mai au 17 mai, au Palais des Congrès à Montréal. Cet événement attire plus de 1.000 exposants et regroupe plus de 21.000 professionnels. Le Sial est reconnu comme le principal accélérateur agroalimentaire en Amérique du Nord. Il offre une plateforme inégalée pour découvrir les tendances émergentes et établir des connexions commerciales. Les

premiers jours ont déjà été fructueux pour les exposants malgaches, avec des contacts prometteurs et des intentions de commandes. A noter que cette mission, soutenue par le projet PIC3 financé par la Banque mondiale et Trade Foreign Office (TFO) Canada, avec le soutien des ministères malgaches et d'autres partenaires, vise à développer les échanges commerciaux entre le Canada et Madagascar, à promouvoir les produits malgaches et à renforcer le réseau des entreprises malgaches avec la diaspora et les entreprises canadiennes.